

R-18-2004

**Le portrait des portraits □ propositions
méthodologiques pour l'élaboration d'un
portrait régional de l'économie sociale**

par Pierre-Mathieu Le Bel,
Juan-Luis Klein et Jean Carrière
Avec la collaboration de
Denis Bussièrès et Jean Robitaille

Ce texte répond à une demande exprimée par le Chantier de l'économie sociale.

Sa réalisation est le résultat d'un projet mené dans le cadre des activités du Chantier d'activités partenariales (CAP) *Évaluation et Systèmes d'information* de l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS). La recherche empirique a été assurée par Pierre-Mathieu Le Bel, étudiant à maîtrise en géographie de l'UQAM, sous la direction de Juan-Luis Klein et Jean Carrière. Les membres du CAP, Denis Bussièrès et Jean Robitaille, ont suivi les diverses étapes de la recherche et ont commenté les versions préliminaires du rapport des résultats.

Décembre 2004

Cahiers de l'ARUC-ÉS

Collection Recherche □ no R-18-2004

«**Le portrait des portraits** □ propositions méthodologiques pour l'élaboration d'un portrait régional de l'économie sociale □

Pierre-Mathieu Le Bel

Juan-Luis Klein

Jean Carrière

ISBN □ 2-89276-341-X

Dépôt légal □ janvier 2005

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

PRÉSENTATION DES CAHIERS DE L'ARUC-ÉS

Comme son nom l'indique bien, l'**Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS)** mise sur le partenariat pour la recherche, la formation et la diffusion. La diffusion fait appel à une diversité de moyens et d'outils, l'un de ceux-ci étant des cahiers, généralement appelés «documents de travail» (*working papers*). Si ces cahiers constituent d'humbles instruments, ils nous apparaissent bien adaptés pour favoriser une diffusion rapide destinée à alimenter la discussion et l'échange entre chercheurs et partenaires du milieu. À cette fin, nous proposons trois catégories de cahier

- des **cahiers de recherche - série R** - (couleur *rouille*) qui rendent compte de résultats de recherches menées en partenariat
- des **cahiers de transfert - série T** - (couleur *sauge*) qui tirent de ces recherches des contenus pour la formation et pour le renouvellement des pratiques, des formes d'interventions ou encore des façons de faire
- des **cahiers d'interventions - série I** - (couleur *jaune*) qui constituent des prises de position ou des avis formulés par des partenaires du milieu ou des chercheurs. Ces interventions, s'appuyant par ailleurs souvent sur des travaux de recherche, peuvent viser soit à influencer des politiques, mesures et orientations de différents acteurs intervenant en économie sociale, soit à faire connaître des orientations stratégiques dans un domaine donné. Elles peuvent aussi constituer une prise de position ou une opinion dans un débat traversant ce mouvement.

Si l'économie sociale fournit le fil conducteur de nos activités, le domaine couvert est relativement large puisqu'il inclut aussi bien des thématiques à dominante économique que sociales : le développement local, le développement durable, le maintien en emploi et l'insertion par l'emploi, les services aux personnes, le logement communautaire et social, le tourisme social et les initiatives chez les autochtones et les groupes ethniques. Les questions liées à l'évaluation sociale et aux comparaisons internationales, pour ne citer que celles-là, intéressent tous les secteurs identifiés précédemment.

L'économie sociale repose non seulement sur une économie plurielle (formes marchandes, non marchandes et non monétaires) mais vise également un élargissement de notre compréhension de l'économie et par la suite un renouvellement de nos pratiques sociales et nos interventions dans le domaine du développement économique et social. Enfin, en raison des interfaces que l'économie sociale entretient avec le secteur privé et le secteur public, l'intérêt des questions traitées dans nos cahiers déborde le seul secteur de l'économie sociale pour atteindre l'ensemble de la société civile.

On comprendra que les textes publiés dans les Cahiers de l'ARUC en économie sociale sont la responsabilité exclusive des auteurs et n'engagent que ceux-ci. Les textes sont disponibles sur le site WEB de l'ARUC en économie sociale à l'adresse suivante : www.aruc-es.uqam.ca.

Jean-Marc Fontan
Codirecteur

Nancy Neamtan
Codirectrice

Note sur l'auteur □

Pierre-Mathieu Le Bel est étudiant à maîtrise en géographie à l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Juan-Luis Klein est coresponsable du CAP Évaluation et Systèmes d'information, directeur adjoint du Centre de recherche sur les innovations sociales et professeur titulaire au département de Géographie de l'UQAM.

Jean Carrière est coresponsable du CAP Évaluation et Systèmes d'information et professeur titulaire au département de Géographie de l'UQAM.

Table des matières

Liste des tableaux.....	iii
<i>Liste des tableaux.....</i>	<i>iii</i>
Liste des abréviations, sigles et acronymes	v
Résumé	vii
Introduction.....	1
1. Les portraits analysés	3
2. Le contenu des portraits	5
2.1 <i>Des contenus qui diffèrent sans explication claire</i>	<i>6</i>
2.2 <i>Des objectifs différents.....</i>	<i>7</i>
2.3 <i>Des limites dans l'information présentée.....</i>	<i>8</i>
3. Vers la convergence des contenus.....	9
Recommandations pour l'élaboration d'un portrait de base et uniforme	15
Bibliographie	17

Liste des tableaux

Liste des tableaux

Tableau 1 ☐ Les thèmes abordés dans les documents étudiés	13
Tableau 2 ☐ Les thèmes abordés selon les objectifs des portraits	14
Tableau 3 ☐ Grille thématique d'un portrait complet	15

Liste des abréviations, sigles et acronymes

ARUC-ÉS	Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale
CA	Conseil d'administration
CAPE	Chantier d'activités partenariales
CDC	Corporation de développement communautaire
CLD	Centre local de développement
CPE	Centre de la petite enfance
CRD	Conseil régional de développement
CRESE	Conseil régional de l'économie sociale
EÉS	Entreprises d'économie sociale
MRC	Municipalité régionale de comté
OBNL	Organismes à but non lucratif
UQAM	Université du Québec à Montréal

Résumé

L'objectif de ce rapport est de présenter, à la lumière d'une analyse de 14 portraits régionaux de l'économie sociale, un modèle de base d'élaboration de tel portrait afin de rendre comparable, d'une région à l'autre du Québec, l'information. Effectivement, l'analyse des différents portraits régionaux a démontré de grandes disparités entre ceux-ci en regard des définitions, de la méthodologie, des contenus abordés, de la cohérence des informations, etc.

À cet effet, il est apparu qu'une des premières étapes à respecter est celle d'adopter une définition commune pour l'ensemble des régions du Québec sur ce que sont les entreprises d'économie sociale. On suggère d'adopter celle promue par le Chantier d'économie sociale. Par la suite, il est proposé de concevoir l'analyse en fonction de 14 thèmes génériques — Secteur, emplois, statut juridique, cadre territorial, données sexuéées, besoins, sources de financement, impacts sociaux, impacts économiques, durée, démocratie dans la gestion, réseautage, contexte provincial, perspectives, historique — et de les aborder quantitativement, qualitativement et géographiquement. La méthode par questionnaire est privilégiée pour la collecte des données, combinée avec des entretiens de groupe pour préciser certaines informations, notamment au niveau des « Besoins » et des « Perspectives ».

Introduction

L'économie sociale au Québec est un secteur dynamique mais aux prises avec des incertitudes, notamment en ce qui concerne le financement que les entreprises d'économie sociale (EÉS) reçoivent des différents gouvernements. Les instances nationales et locales qui soutiennent techniquement ou financièrement l'économie sociale ont besoin de bien connaître la situation du secteur dans chaque région afin d'en assurer plus facilement l'encadrement et le développement. C'est dans ce contexte que la plupart des régions du Québec ont fait l'objet d'un portrait des entreprises d'économie sociale sur leur territoire. Ces portraits cependant ne sont pas homogènes, ce qui empêche la comparaison et l'encadrement global du secteur. Ces portraits divergent sur plusieurs plans, y compris celui de la définition de l'économie sociale. Des telles divergences sont compréhensibles, d'une part, parce que chaque région est différente et, d'autre part, parce que les organisations qui en ont pris la responsabilité l'ont fait avec des objectifs différents. Cependant, une certaine harmonisation est souhaitable afin de permettre aux acteurs de l'économie sociale d'évaluer la place de l'économie sociale et sa contribution à la richesse et au bien-être régional et national.

Comme résultat de l'absence d'un outil global permettant à toutes les organisations de réaliser un portrait de l'économie sociale de leur territoire conforme à leurs objectifs, d'une part, et utile à l'évaluation plus globale de l'économie sociale sur l'ensemble du territoire québécois, d'autre part, le *Chantier de l'économie sociale* a exprimé le besoin d'étudier les méthodologies employées pour construire ces portraits régionaux afin de proposer un outil intégrateur. En réponse à ce besoin, nous avons procédé à l'étude des méthodologies et des contenus des portraits régionaux de l'économie sociale dans le but de proposer une grille pour un portrait de base commun à toutes les régions. Notre proposition est ainsi issue d'une approche empirique et inductive. Nous avons choisi de comparer les divers portraits existants afin de nous inspirer des besoins des acteurs et non pas d'une quelconque définition théorique de ce que devrait être un portrait de l'économie sociale.

1. Les portraits analysés

Nous avons analysé 19 portraits régionaux de l'économie sociale réalisés par des auteurs différents. Certains portraits sont réalisés par des équipes universitaires alors que d'autres le sont par des organisations régionales d'encadrement de l'économie sociale. Ces portraits portent sur 14 des 17 régions administratives du Québec¹. Nous avons étudié en plus un portrait réalisé à l'échelle d'une sous-région, le Témiscamingue, et un autre à l'échelle de l'ensemble du Québec. Les informations contenues dans chaque document ont été compilées par fiche dans une base de données électroniques à l'aide du logiciel Microsoft Access. Sur chaque fiche se trouvent des informations d'ordre général — la région couverte, le titre du document analysé, le ou les auteurs, et l'année de réalisation — et des informations plus spécifiques au portrait — les objectifs, la méthodologie et la définition de l'économie sociale (dans la mesure où ces informations étaient disponibles). Mentionnons que les objectifs relevés à cette étape ont été regroupés en cinq catégories que nous expliciterons ultérieurement. Finalement, nous avons inventorié sur les fiches les différents thèmes inclus dans les portraits analysés.

Presque la moitié des portraits étaient plutôt superficiels. Ils n'abordaient aucune question méthodologique et se limitaient à l'énonciation de faits. Les portraits provenant de recherches universitaires sont ceux qui ont le plus de profondeur, soit ceux du Bas-Saint-Laurent, de Chaudière-Appalaches (qui faisait cependant le portrait des organisations communautaires *et* de l'économie sociale) et de l'Outaouais. Les portraits des Laurentides, du Centre-du-Québec et de la Capitale-Nationale étaient également d'assez grande envergure.

Presque tous les portraits étudiés ont fait appel, à un stade ou à un autre de leur analyse, au questionnaire comme outil de collecte de données. Ceux qui ont utilisé les rencontres individuelles (Mauricie) ou les groupes de discussion (Bas-Saint-Laurent) l'ont fait de façon complémentaire au questionnaire. La combinaison de questionnaires et de rencontres

¹ Nous avons cherché à en obtenir au moins un par région administrative. Ceci n'a pas été possible dans les cas des régions du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Nord-du-Québec, lesquelles ne possèdent pas de portraits régionaux.

nous a semblé un procédé efficace puisque les rencontres permettent de dégager des grandes lignes de pensée des différents acteurs de l'économie sociale. L'échantillonnage utilisé pour ces questionnaires varie. Il vise généralement l'ensemble des entreprises d'économie sociale correspondant à la définition et aux critères d'identification retenus dans chacun des portraits.

2. Le contenu des portraits

On ne retrouve pas toujours les mêmes types d'entreprises dans les divers portraits, ce qui semble révéler, à notre avis, d'une différence quant au choix de la définition de l'économie sociale. Nous avons cherché à identifier la définition qu'inspire chaque portrait. Il est apparu que la plupart des portraits s'appuient sur la définition de l'économie sociale adoptée et promue par le *Chantier de l'économie sociale*, laquelle tient compte du lien entre l'économie, la richesse et le bien-être des collectivités.

À titre d'exemple, le portrait de la région de Montréal propose la définition suivante □
« □'économie renvoie à la production concrète de biens ou de services ayant l'entreprise comme forme d'organisation et contribuant à une augmentation nette de la richesse. Le social réfère à la rentabilité sociale et non purement économique de ces activités. Cette rentabilité sociale s'évalue par la contribution au développement démocratique, par le soutien d'une citoyenneté active, par la promotion des valeurs et d'initiatives de prise en charge individuelle et collective. La rentabilité sociale contribue donc à l'amélioration de la qualité de vie et du bien-être de la population, notamment par l'offre d'un plus grand nombre de services. □ (CRDÎM, 2000 □14).

D'autres cas s'appuient plutôt sur la définition du *Conseil régional de l'économie sociale* (CRES) comme pour le portrait de la région de Québec, selon lequel « □n entend par économie sociale une économie qui vise à développer un espace économique différent et à répondre à des problématiques sociales en utilisant le chemin de l'économie et de la création d'emplois. Il s'agit donc d'une voie différente pour développer l'économie. Elle doit trouver sa place entre l'économie marchande et les activités du secteur public et peut faire appel au financement mixte provenant de sources publiques et privées □ (Anim'Action, 2001 □Annexe 2)

Finalement, certains cas, comme le portrait du Bas-Saint-Laurent, indiquent des conditions pour qu'une activité ou entreprise soit incluse dans l'économie sociale, telles le respect du bien commun, l'autonomie de gestion, la démocratie, la primauté de la personne et la participation. (CRD—Bas-Saint-Laurent, 2002).

2.1 Des contenus qui diffèrent sans explication claire

Puisque les définitions changent, il n'est pas étonnant que les entreprises considérées varient d'un portrait à un autre. Par exemple, les organismes à but non lucratif (OBNL) et les coopératives sont incluses dans tous les portraits, mais il ne s'agit pas toujours des mêmes OBNL ni des mêmes coopératives. Dans certains cas, tous les OBNL sont inclus, comme dans le portrait de Outaouais par exemple. Dans d'autres, on ne retient que ceux qui respectent les cinq caractéristiques identifiées par le portrait du Bas-Saint-laurent (voir ci-dessus). Parfois, on considère uniquement les OBNL ayant reçu un financement d'un organisme local. On se sert alors des listes de certains organismes régionaux et locaux (Centre local de développement (CLD), Corporation de développement communautaire (CDC), etc.), pour identifier les entreprises à inclure, comme dans les cas des portraits des régions des Laurentides, de Montréal et de la Capitale-Nationale. Il arrive également que l'on combine des critères comme dans le cas du portrait de Lanaudière, qui cible...

...«[...] des OBNL dont une partie de leurs activités sont aux frais des utilisateurs [...], des OBNL qui offrent des services à la communauté et qui ont des supports financiers spécifiques de la part de l'État, comme par exemple, les [...] (CPE), l'aide domestique et les ressourceries [...], aussi des organismes créées par des membres, dont l'approche est plus entrepreneuriale, ainsi que des organismes qui ont plusieurs sources de financement sans être rattachés directement à l'économie sociale, comme les entreprises culturelles.»(CRD—Lanaudière, 2002)

Les critères d'inclusion des OBNL sont donc très variés et il y a dans certains cas des incohérences à l'intérieur même des portraits. Le cas de la région du Centre-du-Québec est intéressant à cet égard. Son portrait inclut les OBNL en s'inspirant de la définition du *Chantier de l'économie sociale* mais en ajoutant d'autres critères d'identification. L'OBNL doit avoir une visée sociale, elle doit générer des revenus de la vente de produits ou services, elle doit être en mesure d'assurer sa viabilité économique (ce qui inclut l'aide gouvernementale), elle doit générer des emplois durables et ses revenus doivent être principalement alloués à l'amélioration des conditions de travail. Mais l'interprétation de ces critères varie d'une municipalité régionale de comté (MRC) à une autre. Par exemple, le critère de la rentabilité a comme effet d'exclure les Centres de la petite enfance (CPE) d'une MRC, alors qu'ils sont inclus dans d'autres MRC. Ce n'est d'ailleurs pas la seule contradiction de ce portrait puisque les entreprises d'insertion, qui devraient être exclues

en vertu de la condition des emplois durables, sont incluses et ce à la demande des entreprises d'insertion elles-mêmes.

Le traitement des coopératives connaît les mêmes illogismes que celui des OBNL. Parfois elles sont incluses dans leur ensemble — portraits de l'Outaouais et de la Province de Québec —, parfois elles ne le sont que partiellement. Il semble fréquent d'utiliser les listes du ministère du Commerce et de l'Industrie pour dresser l'inventaire régional des coopératives duquel sont retranchées celles ne correspondant pas aux caractéristiques recherchées. Dans le Centre-du Québec, on souhaite par exemple qu'elles soient à but non lucratif. Mais la sélection se fait rarement sur la base du but lucratif ou non — on opère plutôt un tri en fonction du type de coopérative ou du domaine où elles exercent leurs activités. Par exemple, le portrait de Chaudière-Appalaches met de côté des coopératives agricoles, forestières, de commerces d'alimentation et de quincaillerie parce que, selon les auteurs de ce portrait, «*leur réalité est fort différente du communautaire et de la nouvelle économie sociale*» (Comeau, 2002[14]), Par ailleurs, les Caisses Populaires qui «*[...] relèvent d'une réalité trop différente et qui auraient exigé une collecte de données et un traitement différenciés*» (Anim'Action, 2001[11]) sont souvent retranchées des portraits. Lorsqu'elles y sont incluses, elles sont analysées dans une catégorie à part, comme dans les portraits de la Province de Québec et de l'Outaouais.

2.2 Des objectifs différents

Le contenu des portraits régionaux de l'économie sociale dépend largement des objectifs poursuivis par les auteurs. Il est donc important d'identifier ces objectifs afin de faire des recoupements avec les thèmes abordés, d'une part, mais aussi pour montrer que ces objectifs sont tous valables et que loin de s'exclure, ils devraient tous orienter un portrait régional idéal de l'économie social.

Les portraits étudiés ont été élaborés dans des buts précis et nous avons relevé cinq types d'objectifs

1. **Sensibiliser, communiquer et inspirer** — le portrait doit servir d'outil de communication destiné à la communauté, au gouvernement, aux acteurs, aux

chercheurs ou aux étudiants en ce qui concerne les entreprises et les activités d'économie sociale.

2. **Planifier** ☐ le document est censé servir d'outil de planification dans le développement des entreprises et des activités d'économie sociale.
3. **Constituer ou compléter l'information** ☐ le document a une intention déclarée de faire l'inventaire des entreprises et des activités d'économie sociale ou d'actualiser l'information déjà existante.
4. **Identifier les besoins et difficultés** ☐ le portrait a pour but de faire ressortir des manques en ce qui concerne les entreprises et les activités d'économie sociale, ainsi que leurs besoins en matière d'encadrement.
5. **Autoévaluation** ☐ le document recense l'opinion qu'ont les entreprises et organisations d'économie sociale au sujet des acteurs qui assurent leur encadrement.

2.3 Des limites dans l'information présentée

La détermination des entreprises et organisations de l'économie sociale étudiées est selon nous le maillon faible de plusieurs portraits et ce, pour deux raisons. La comparaison entre les portraits est impossible à cause des disparités dans le traitement de certains types d'entreprises. Comme nous l'avons montré, certaines catégories d'entreprises sont incluses dans un portrait et pas dans un autre, ou, encore, à l'intérieur du même portrait, dans le cas d'une MRC mais pas dans une autre. Si l'objectif est la sensibilisation ou la détermination des besoins, la possibilité d'une comparaison serait bénéfique à la compréhension et à l'évaluation de l'économie sociale. Or, cela implique une certaine uniformité.

Les informations sur la répartition territoriale, quoique presque toujours présentes, sont peu approfondies. Cependant, lorsqu'on désire produire un portrait régional, la pertinence de relever le plus de faits possibles liés au milieu local et régional va de soi, afin de ne pas présenter les informations sur l'économie sociale uniquement dans une perspective sectorielle. Peu de documents contiennent des données sur les inégalités ville/campagne ou sur le réseautage. Rares sont ceux qui contiennent des cartes régionales et des données cartographiées.

3. Vers la convergence des contenus

L'analyse des différents portraits permet d'identifier un ensemble de thèmes abordés, lesquels sont présentés au tableau 1. Le tableau 2 fait état, quant à lui, de la fréquence de ces thèmes selon les objectifs poursuivis par les auteurs des portraits². Ces deux tableaux permettent donc de dégager l'ensemble des thèmes traités dans les documents étudiés, tout en nous permettant de distinguer ceux qui le sont plus fréquemment de ceux qui le sont moins et ce, en lien avec les objectifs visés par les portraits.

Comme le nombre de travaux étudiés ne permet pas d'établir des mesures statistiques précises, nous avons procédé à des estimations plus génériques en utilisant des termes évaluatifs tels «**Toujours**», «**Souvent**», «**Parfois**» et «**Jamais**». Nous pouvons certes regrouper les thèmes selon leur fréquence, à savoir les thèmes communs à tous ou presque tous les documents et les thèmes spécifiques abordés à l'occasion. À notre avis, l'ensemble de ces thèmes semble constituer la grille modèle qui devrait orienter toute rédaction d'un portrait optimal de l'économie sociale en milieu régional. La liste ci-dessous présente ces thèmes selon leur ordre d'importance défini à partir de leur fréquence.

- Les **secteurs** d'activité des entreprises et organisations recensées. Tous les documents fournissent une liste des secteurs d'activité des entreprises d'économie sociale (EÉS). Certains, tels les portraits du Bas-Saint-Laurent et des Laurentides, donnent des listes exhaustives alors que ceux de Laval et de l'Estrie n'ont que quelques catégories. On donne aussi très souvent l'importance relative de chacun des secteurs par rapport aux autres, et il arrive que l'on recoupe ces données avec le statut juridique ou le chiffre d'affaires —**Chaudière-Appalaches**.

Les noms des secteurs, voire le label, varient d'une liste à une autre. Si le secteur de la culture est présent presque partout, il peut être appelé «**Entreprises culturelles**», «**Activités culturelles**», «**Culture**», «**Culture et loisir**» ou «**Arts et spectacles**». Il en va de même du secteur de l'environnement qui peut inclure ou non le recyclage; du secteur

² Ce recouplement ne concerne que les portraits où l'objectif est explicite. Parmi les documents étudiés, huit n'identifiaient pas l'objectif pour lequel le portrait a été élaboré.

des médias qui sont parfois associés aux nouvelles technologies; ou du «**tourisme**» que l'on allie parfois aux loisirs. Mais des secteurs tels que le «**logement**» et «**l'aide domestique**» portent toujours la même dénomination. On constate que les «**services de garde**», le «**logement**», la «**culture**» et le «**loisir et tourisme**» sont les secteurs les plus souvent identifiés.

La raison pour laquelle on intègre certains secteurs plutôt que d'autres n'est pas explicitée dans les documents analysés. Sauf dans le cas des grandes coopératives agricoles qui sont parfois ignorées en raison de leur taille. Les secteurs peuvent être très vastes («**secteur tertiaire**» dans le portrait Mauricie) ou trop précis pour être utiles (secteur de l'élastique dans le portrait de Laval). Par ailleurs, la profondeur d'un portrait n'est pas garante de l'inclusion de tous les secteurs : le secteur de la défense des droits est exclu du portrait du Bas-Saint-Laurent mais inclus dans celui des Laurentides. Tandis que la Mauricie est le seul portrait qui fait la distinction entre «**secteurs du milieu urbain**», (insertion, aide domestique, services aux personnes, récréotourisme) et «**secteurs du milieu rural**» (forêt, vêtement, récréotourisme et environnement), une distinction pourtant très utile.

- Les **données sur l'emploi** sont présentes dans presque tous les cas. On en détaille toujours le nombre et la proportion selon le régime d'emploi —à temps plein ou partiel. On recoupe presque toujours le nombre d'emplois avec les secteurs d'activité, avec des données sexuées ou avec la portion subventionnée des emplois. Viennent ensuite les recoupements avec les salaires, le climat de travail, la formation des travailleurs et le bénévolat. Les salaires sont abordés à partir de certaines informations□les taux horaires et les salaires payés. Lorsqu'un portrait est plus approfondi, on distingue entre la partie des salaires qui est financée par une instance gouvernementale et celle qui ne l'est pas.
- Le **statut juridique** est presque toujours signifié, au moins sous forme de tableau distinguant les OBNL des coopératives. Il arrive assez souvent qu'on fasse la distinction entre les types de coopératives. On peut retrouver également de l'information sur le nombre de membres, le pourcentage de femmes, les missions, etc.

- Le **cadre territorial**. Très fréquemment, on donne le nombre d'entreprises et organisations d'économie sociale par territoire de MRC. Les autres informations territorialisées varient grandement □ rayonnement des activités, secteurs présents sur un territoire, nombre de travailleurs par MRC, lieu d'attache, présence ou absence en dehors de la région, etc.
- Les **données sexuées** sont assez souvent présentes, sans constituer cependant une section autonome d'un portrait. Elles sont toujours recoupées aux données sur l'emploi mais leur profondeur varie sensiblement allant du partage entre les emplois occupés par des femmes et ceux occupés par des hommes jusqu'à la composition des conseils d'administration (CA) et la représentation des femmes par secteur d'activité. Parfois, les données sexuées sont recoupées aux impacts sociaux.
- Les **besoins** sont traités le plus souvent sous une forme qualitative. Ces informations proviennent habituellement d'entretiens auprès de représentants ou de groupes de discussion. Ils sont presque toujours divisés selon catégories suivantes □ soutien technique et financier, gestion, réseautage, sensibilisation, formation. Il s'agit parfois de besoins exprimés envers l'instance qui fait le portrait, ou parfois de besoins généraux du secteur de l'économie sociale.
- Les **sources de financement**, lorsqu'elles sont identifiées, sont presque toujours présentées sous forme de tableau ou de graphique. On en dresse une liste et on donne l'importance relative de chacune des sources. Parfois, l'information est recoupée avec le statut juridique ou des données sexuées.
- Les **impacts sociaux** sont surtout représentés par des données qualitatives. Les portraits qui en parlent font état d'un ou plusieurs des éléments suivants □ missions des EÉS, mobilisation, solidarité, nombre de membres, insertion et nombre d'emplois. L'amélioration du réseautage est parfois citée comme un impact social positif.
- La **durée** est quelques fois abordé en donnant un tableau classifiant les entreprises d'économie sociale selon leur ancienneté.
- Les **impacts économiques** sont abordés à partir des données sur l'emploi et les secteurs en parlant surtout du nombre d'emplois créés. Il arrive aussi que l'on aborde ce thème en

donnant le chiffre d'affaires des entreprises d'économie sociale, les impôts versés ou les salaires payés aux employés.

- La **démocratie dans la gestion**, lorsqu'elle est abordée, l'est toujours de façon succincte sauf dans le cas du portrait du Bas-Saint-Laurent qui développe le sujet de la prise de décision dans quatre cas concrets. On en parle en mentionnant les CA qui acceptent des employés et *du* des usagers (Chaudière-Appalaches). Le portrait des Laurentides donne cinq variables de la vie démocratique *la* présence d'un CA, sa composition, la présence d'un syndicat, les politiques salariales et les politiques de gestion du personnel.
- Le **réseautage** est abordé soit en tant que besoin, soit en tant qu'impact bénéfique. Seul le portrait de Chaudière-Appalaches en fait un traitement quantitatif.
- Le **contexte provincial** est abordé en regard de l'importance du secteur de l'économie sociale dans la province. Il arrive qu'on fasse la comparaison avec d'autres régions, notamment au niveau du nombre d'emplois. Ce thème a surtout été développé dans les recherches universitaires (Outaouais, Bas-Saint-Laurent, Chaudière-Appalaches). On en parle surtout lorsqu'on a pour objectif la sensibilisation, la planification ou que l'on désire constituer l'information.
- Les **perspectives d'avenir** sont abordées par certains documents. L'information se limite cependant le plus souvent aux perspectives des organisations financées par le Centre local de développement (CLD) ou une autre instance en particulier. Il arrive qu'on fasse mention du pourcentage des entreprises prévoyant élargir leurs activités.
- L'**historique** consiste en la description des antécédents et de l'évolution du secteur de l'économie sociale dans une région donnée. Dans les documents donnant un historique, on fait référence à des événements allant du 19^e siècle jusqu'à aujourd'hui. La marche des femmes contre la pauvreté «*Du pain et des roses*» est toujours mentionnée comme point tournant. On fait également mention de la création des principales organisations de soutien de l'économie sociale (CRES, CLD, Conseil régional de développement (CRD)). Comme pour le contexte provincial, ce thème a surtout été développé dans les recherches universitaires.

Tableau 1 Les thèmes abordés dans les documents étudiés

Thèmes	Portraits																		
	Laurentides (Bottin)	GIM	Laval	Province de Québec	Montréal	Côte-Nord	Estrie	Outaouais	Bas-Saint-Laurent (ppd)	Bas-Saint-Laurent	Bas-Saint-Laurent (ppd)	Témiscamingue	Mauricie	Chaudière-Appalaches	Laurentides	Centre-du-Québec	Capitale-Nationale	Bas-Saint-Laurent (C.S.)	
Secteurs																			
Emplois																			
Statut juridique																			
Cadre territorial																			
Données sexuéées																			
Besoins																			
Financement																			
Impacts sociaux																			
Durée																			
Impacts économiques																			
Démocratie dans la gestion																			
Réseautage																			
Contexte provincial																			
Perspectives																			
Historique																			

Tableau 2 Les thèmes abordés selon les objectifs des portraits

Thèmes	Objectifs				
	Sensibiliser, communiquer et inspirer	Planifier	Constituer ou compléter l'information	Identifier les besoins et difficultés	Auto-évaluation
Secteur	Toujours	Toujours	Toujours	Toujours	Toujours
Emplois	Couramment	Couramment	Toujours	Couramment	Toujours
Statut juridique	Couramment	Toujours	Toujours	Souvent	Couramment
Cadre territorial	Couramment	Couramment	Couramment	Couramment	Toujours
Données sexuées	Souvent	Couramment	Couramment	Parfois	Couramment
Besoins	Couramment	Couramment	Toujours	Toujours	Couramment
Sources de financement	Couramment	Couramment	Couramment	Couramment	Couramment
Impacts sociaux	Souvent	Couramment	Parfois	Couramment	Toujours
Durée	Couramment	Parfois	Couramment	Parfois	Couramment
Impacts économiques	Souvent	Parfois	Souvent	Parfois	Couramment
Démocratie dans la gestion	Souvent	Couramment	Couramment	Parfois	Couramment
Réseautage	Souvent	Parfois	Souvent	Parfois	Couramment
Contexte provincial	Souvent	Parfois	Souvent	Jamais	Parfois
Perspectives	Parfois	Parfois	Souvent	Parfois	Parfois
Historique	Souvent	Parfois	Parfois	Jamais	Jamais

Recommandations pour l'élaboration d'un portrait de base et uniforme

L'objectif de l'étude était de proposer une grille thématique de ce qui pourrait être considéré comme un portrait de base de l'économie sociale d'une région, voire un modèle d'analyse. Le tableau 3 constitue une synthèse des observations réalisées à partir des documents étudiés et propose une grille de référence pour la réalisation d'un portrait régional de base.

Tableau 3 – Grille thématique d'un portrait complet

Thèmes	Types de traitement (incluant un traitement spécifique par sexe et par type de territoire, soit urbain et rural)		
	Quantitatif	Qualitatif	Cartographique
Secteur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Emplois	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Statut juridique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Cadre territorial	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Besoins	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Sources de financement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Impacts sociaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Durée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Impacts économiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Démocratie dans la gestion	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Réseautage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Contexte provincial	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Perspectives	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Historique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

La plupart des portraits s'attardent à étudier des entreprises et des organisations d'économie sociale qui correspondent à la définition du *Chantier de l'économie sociale* à laquelle on ajoute d'autres caractéristiques dépendamment des objectifs du portrait. Or, il importe qu'un portrait de l'économie sociale soit comparable d'une région à l'autre et pour ce, nous suggérons de s'en tenir le plus possible, dans un inventaire de base, à la définition donnée

par le Chantier. Ceci n'empêche pas évidemment les acteurs ou les régions, en fonction d'objectifs spécifiques, d'approfondir davantage un secteur ou d'ajouter des informations spécifiques aux informations de base.

Le questionnaire est la méthode privilégiée de collecte de données afin de fournir des informations quantifiables. Il est aussi nécessaire de réaliser des entretiens de groupe afin de préciser certaines questions comme celles concernant les besoins et les perspectives. Le traitement de l'information devrait distinguer les sexes et les types de territoire (urbain et rural). L'analyse des données territoriales devrait être appuyée par des tableaux et des cartes géographiques.

En ce qui concerne l'historique de l'économie sociale et le contexte provincial, il est certain qu'ils ne constituent pas des éléments essentiels à une description synchronique, quoiqu'ils puissent contribuer à une vision évolutive rendant compte de l'ampleur du phénomène de l'économie sociale. Les portraits ayant pour objectif de rassembler l'ensemble de l'information sur l'économie sociale d'un territoire donné gagneraient à aborder ces deux thèmes en profondeur.

Bibliographie

- Anim'Action. 2001. *Portrait de l'économie sociale dans la région de Québec*. Québec, Anim'Action.
- Bureau de l'économie sociale. 2002. *Portrait statistique 2000 et 2001. Les entreprises d'économie sociale au Québec*. Montréal, Ministère des finances du Québec.
- Comeau, Yvan. 2002. *Le communautaire, la nouvelle économie sociale et leurs retombées en région. Le cas de Chaudière-Appalaches*. Québec, Université Laval.
- CRCD-Centre-du-Québec. 2001. *Pour le développement des entreprises d'économie sociale au Centre-du-Québec*. Drummondville.
- CRD-Bas-Saint-Laurent. 2002. *Le Bas-Saint-Laurent, tout lui réussit!* Rimouski.
- CRD-Estrie. 2002. *Portrait sommaire des entreprises d'économie sociale en Estrie*. Sherbrooke.
- CRD-Lanaudière. 2002. *Partenariat...Stratégie de développement. Colloque régional en économie sociale. Portrait régional*. Joliette.
- CRD-Laurentides. 2003. *Bottin 2003-2004. Les entreprises d'économie sociale des Laurentides*. Saint-Jérôme.
- CRD-Laval. 2003. *Description des entreprises d'économie sociale et les emplois générés*. Laval.
- CRD-Mauricie. 2002. *Portrait des entreprises d'économie sociale*. Trois-Rivières.
- CRDÎM. 2000. *Portrait des entreprises d'économie sociale. Région de l'île de Montréal. Rapport-synthèse*. Montréal, Ministère des Affaires municipales et de la Métropole.
- CRES. 2002. *Profil des entreprises d'économie sociale sur la Côte-Nord*. Baie-Comeau.
- CRES. 2003. *Enquête sur les besoins des entreprises d'économie sociale de la Montérégie*.
- CSMO. 2002. *Portrait régional du secteur de l'économie sociale et de l'action communautaire. Région des Laurentides*. Montréal, CSMO-Économie sociale, action communautaire.
- Doucet, Chantale. 2003. *Portrait de l'économie sociale en Outaouais*. Gatineau, Université du Québec en Outaouais.
- Kaltenback, Josée. 1999. *Synthèse de l'état de situation de l'économie sociale en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine*. In http://www.gaspésie-les-iles.org/pdf/eco_soc.pdf (Consulté le 6 mars 2004).
- Saucier, Carol et Nicole Thivierge. 1999. *Un portrait de l'économie sociale au Bas-Saint-Laurent*. Rimouski, Cahiers du GRIDEQ
- Saucier, Carol et Nicole Thivierge. 2002. *Lien social et développement économique □ l'économie sociale au Bas-St-Laurent*. Montréal, ARUC-ÉS

SDT (Société de développement du Témiscamingue). 2002. *Les secteurs d'activités. Économie sociale*. Ville-Marie.